

## Communiqué de presse

L'initiative populaire fédérale «protection contre les chauffards» est lancée aujourd'hui

# Préciser la notion de «chauffard»

**Berne, 27.04.10 – routesuisse – Fédération routière suisse FRS s'oppose à l'inscription dans la Constitution fédérale d'une liste détaillée de mesures contre les chauffards, donc les auteurs de graves excès de vitesse. C'est au niveau de la loi qu'il faut agir. Cette intervention doit cependant être ciblée et coordonnée pour être efficace et pour ne pas criminaliser inutilement la grande majorité des usagers de la route qui se comportent correctement.**

Il ressort d'un document de fond (qu'en allemand) publié par routesuisse ([www.strasse.ch](http://www.strasse.ch)) que la sécurité routière n'a pas régressé ces dernières années, mais qu'elle s'est au contraire accrue malgré l'augmentation du trafic et du degré de motorisation, malgré la croissance démographique et la progression du kilométrage global. On constate de surcroît que les accidents attribués par hypothèse à une vitesse excessive ont reculé sensiblement aussi bien par rapport à l'effectif de véhicules à moteur, qu'en chiffres absolus.

Partant des chiffres et données de l'Office fédéral de la statistique (OFS) et du Bureau de prévention des accidents (bpa), on ne saurait parler d'une aggravation du problème des chauffards. Bien au contraire: la quote-part des condamnations pour violations graves des règles de la circulation à la totalité des titulaires d'un permis de conduire (environ cinq millions de personnes) est en baisse et ne représente que quelques pour-mille.

Une intensification de la surveillance et de la pénétration policière du trafic routier ne se justifie donc pas. Elle constituerait une pénalisation inéquitable de la grande majorité des conducteurs de véhicules à moteur se comportant correctement sous le prétexte de frapper une infime minorité de personnes incorrigibles, c'est-à-dire les chauffards.

La législation actuelle suffit en fait à combattre les chauffards, donc les auteurs d'excès de vitesse graves et répétés. C'est ce que pensent des experts comme le juge fédéral Hans Wiprächtiger. Pour routesuisse, une initiative populaire, qui introduit dans la Constitution fédérale des mesures plus dures et complémentaires par rapport aux possibilités législatives, ne répond pas à la systématique du droit. Elle est donc déplacée.

Compte tenu des événements qui se sont produits récemment dans le trafic routier, il est normal que la politique souhaite intervenir contre les chauffards incorrigibles et les graves excès de vitesse commis sur les routes. Les mesures prises dans ce sens doivent cependant être coordonnées et ciblées afin d'être aussi efficaces que possible.

Avant de durcir les dispositions légales contre les graves excès de vitesse, il faut donc donner une définition légale largement comprise et acceptée à la notion de «chauffard». Ce procédé permet d'éviter une criminalisation générale des usagers motorisés de la route, conséquence que routesuisse souhaite précisément éviter. La formule proposée dans l'initiative populaire contre les chauffards pour définir ces derniers semble recevoir un assez large soutien, si bien que routesuisse demande qu'elle soit examinée plus à fond.